

# **SOULÈVEMENT ZAPATISTE AU CHIAPAS**

## **>>> L'ÉTAT DU CHIAPAS**

- État le plus au sud et le plus pauvre du Mexique malgré ses nombreuses ressources naturelles (gaz, pétrole, hydroélectricité), agricoles (café, maïs, etc.) et le tourisme. Ces ressources sont pour beaucoup détenues par une oligarchie locale et de grands groupes étrangers.
- État très rural, le Chiapas accumule des records en matière d'analphabétisme, de malnutrition, de mortalité infantile, de carence d'accès à l'eau et l'électricité, etc.
- De nombreuses communautés indigènes peuplent le Chiapas, dont les Mayas en majorité. Le terme « Mayas » englobent plusieurs ethnies qui parlent des langues différentes. Environ 25 % de la population de l'état se définit comme indigènes (1,4 millions de personnes). Ces populations indigènes vécurent la colonisation, des expropriations massives de leurs terres et l'exploitation.
- L'oligarchie local, conservatrice et parfois raciste, exerce un contrôle politique et social fort. Jusqu'aux années 1970, existaient dans les grandes propriétés des formes d'exploitation de la main d'œuvre indigène proches du féodalisme : les paysans étaient soumis à une quasi servitude car, payés en jetons valables uniquement dans la boutique de leur « maître », et ils contractaient des dettes transmises de génération en génération qui leur imposaient de rester sur place.
- La part de la superficie du Chiapas cédée en concessions minières ou en projets touristiques étaient en 2017 de 20 %.

## **>>> AVANT LE SOULÈVEMENT ZAPATISTE**

- En 1910, un groupe de Mexicains prend les armes contre le dictateur alors au pouvoir. Sa politique avait notamment eu pour conséquence la réduction des terres communales (appartenant aux communautés indigènes) au profit des grands propriétaires terriens, favorisant ainsi la bourgeoisie mais enfonçant la paysannerie indigène et métisse dans la misère. Cette rébellion, emmenée notamment par l'indigène Emiliano Zapata (ce qui explique l'origine du terme « zapatiste »), permet le renversement du dictateur et la tenue de nouvelles élections présidentielles. Le nouveau Président élu, Madero, ne tiendra pas ses promesses de redistribution des terres. Les décennies qui suivirent, malgré une réforme agraire qui n'arrivera même pas jusqu'au Chiapas, ne feront qu'aggraver la situation pour les populations indigènes.
- Années 1970 : les luttes paysannes s'intensifient pour récupérer leurs terres et seront renforcées par l'arrivée de militants d'extrême gauche réfugiés dans la région.
- Années 1980 : les élites et grands propriétaires terriens du Chiapas utilisent l'armée, la police et des groupes paramilitaires pour intimider et assassiner des militants paysans. Ce contexte local et, plus largement, la répression féroce que le PRI (parti au pouvoir depuis 1929) emploie vis à vis des mouvements sociaux et paysans dans le pays, amène de plus en plus de militants à considérer les canaux légaux de participation politique comme bloqués et à envisager la formation d'organisations armées clandestines pour tenter de renverser le régime et ainsi améliorer les conditions de vie de la population.

- En novembre 1983, une poignée de guérilleros des Forces de libération nationale (FLN), comprenant des indigènes et des métis, créent au fin fond de l'État du Chiapas l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). L'EZLN revendique une triple ascendance : elle se pose comme héritière de « 500 ans de résistance indigène », héritière des luttes révolutionnaires du début du XXe siècle dont celles des paysans derrière Emiliano Zapata, mais aussi des luttes des groupes et guérillas révolutionnaires des années 1960-1970.

- Le 17 novembre 1983, lorsque est fondé le premier camp de l'EZLN dans la jungle, les guérilleros ne sont que six. Ils sont d'abord isolés et ne parviennent pas à créer des liens avec les indigènes.

- En 1985, la violence des autorités et des propriétaires terriens envers les communautés indigènes favorise un rapprochement avec l'EZLN. À partir de cette période, l'EZLN connaît un développement exponentiel. À la fin des années 1980, l'EZLN comprends plusieurs milliers de membre.

- En 1988, le candidat du PRI remporte les élections présidentielles grâce à une fraude massive et mènera des réformes ultra libérales, dont la privatisation des propriétés rurales collectives, affaiblissant ainsi les moyens de subsistance des indigènes. Cette réforme était l'une des conditions préalables pour l'entrée du Mexique dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). L'accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et aura pour conséquence la mise en concurrence des produits agricoles mexicains avec ceux de ses voisins du nord. À cause des aides fournies par les gouvernements des États-Unis et du Canada à leurs agriculteurs, leurs produits sont moins chers sur le marché mexicain que les produits locaux.

Les importations de maïs - produit de base de l'alimentation mexicaine - ont augmenté de presque cinq fois entre 1992 et 2008. Les petits producteurs mexicains n'arrivant plus à vendre leur récolte, une crise économique et sociale explose : le Mexique perd 4,9 millions d'emplois dans l'agriculture familiale et 6 millions de personnes quittent les campagnes, amenant par la même occasion une hausse des flux migratoires vers les USA.

- En 1992 : les manifestations indigènes se multiplient et se radicalisent dans un contexte de contre-commémoration des 500 ans de la colonisation. Le 12 octobre : 10 000 personnes, pour beaucoup membres de l'EZLN, défilent à San Cristóbal de Las Casas, capitale du Chiapas.

- Entre 1992 et 1993, la décision d'entamer la lutte armée est interrogée au sein de l'EZLN, dans ses bases d'appuis communautaires et dans la hiérarchie. La décision finale est prise le 23 janvier 1993. Il faut encore presque un an de préparation pour que la guérilla sorte de la clandestinité.

## **>>> LES ZAPATISTES SORTENT DE LA FORÊT**

- Dans la nuit du 31 décembre 1993 au 1<sup>er</sup> janvier 1994 - date d'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) - une partie importante de la population indigène du Chiapas, le visage recouvert d'un passe-montagne (cagoule), va se soulever en armes et occuper les principales villes du Chiapas, au cri de : "Ya Basta !" (Ça suffit !).

Extrait de la Première Déclaration de la forêt lacandone,  
lue le 1er janvier 1994 à San Cristóbal de Las Casas :

*« Nous sommes le produit de cinq cents ans de lutte*

...

*Il ne leur importe pas le moins du monde que nous mourions de faim et de maladies curables, que nous n'ayons rien, absolument rien, ni un toit digne de ce nom, ni terre, ni travail, ni soins, ni ressources alimentaires, ni instruction, n'ayant aucun droit à élire librement et démocratiquement nos propres autorités, sans indépendance aucune vis-à-vis de l'étranger, sans paix ni justice pour nous et nos enfants.  
Mais nous, AUJOURD'HUI, NOUS DISONS : BASTA ! »*

- Après 12 jours d'affrontements armés, le gouvernement décrète un cessez-le-feu sous la pression de la société civile nationale et internationale, et à la suite d'immenses mobilisations dans tout le Mexique exigeant l'arrêt de la guerre. Un premier dialogue est entamé avec l'EZLN, ce qui n'empêchera pas le régime de considérablement militariser la zone.

### **>>> PÉRIODE DE NÉGOCIATIONS**

- Dans les semaines et mois qui suivent, des négociations sont ouvertes avec les autorités mexicaines, mais l'EZLN rejette les propositions du gouvernement qui ne leur permettent pas d'accéder à leurs revendications : la justice, le respect et la dignité, la fin de 500 ans de discrimination culturelle, économique et politique à l'égard des indigènes mexicains ; mais aussi, la démocratisation du Mexique et une remise en cause du néolibéralisme.

- En 1995, des négociations reprennent pour aboutir en 1996 à la signature par l'EZLN et le gouvernement des Accords de San Andrés. Ce texte reconnaît aux communautés indigènes le droit à l'autonomie et à l'autodétermination, mais il ne constitue que la première de six étapes de négociations. Toutefois, cet accord pour devenir valable suppose une modification de la Constitution mexicaine. Tout au long des négociations, l'EZLN a constamment fait entériner ses décisions par les communautés indigènes, respectant ainsi un processus démocratique et horizontal.

- À l'été 1996, l'EZLN organise la Rencontre intercontinentale qui réunit au Chiapas plus de 6 000 participants pour la plupart venus de l'étranger (militants associatifs, syndicalistes, intellectuels, médias, etc.). Elle permet à l'une des figures du soulèvement, le sous-commandant Marcos, de se faire connaître et de tisser des liens à l'extérieur du Mexique.

- Malgré la période de négociations et la signature des Accords de San Andrés, la présence de l'armée reste très importante au Chiapas et des groupes paramilitaires téléguidés par le gouvernement d'intimident et, parfois, assassinent des zapatistes ou leurs sympathisants. Le 22 décembre 1997 a lieu le massacre d'Acteal où 45 hommes, femmes et enfants sont assassinés par des paramilitaires.

- Les années passent mais la réforme constitutionnelle ne se fait toujours pas. En 2001, le sous-commandant Marcos et vingt-trois commandants de l'EZLN entament une marche pacifique depuis le Chiapas jusqu'à Mexico, où ils recevront un accueil triomphal. Cependant, la réforme constitutionnelle qui sera approuvée par le Congrès n'est que le pâle reflet des Accords de San Andrés et n'accorde pratiquement rien de plus que ce qui se trouvait déjà dans la Constitution.

## **>>> L'AUTONOMIE ZAPATISTE** (Voir document « Autonomie zapatiste »)

- En août 2003, déçus et trahis, les zapatistes rendent publique la création de leurs propres organes d'autogouvernement, qui se veut totalement indépendant vis à vis de l'État. C'est l'« autonomie de fait », celle que la Constitution ne veut pas leur reconnaître, la possibilité d'expérimenter « une autre manière de faire de la politique » dans les communautés autonomes du Chiapas.

- Malgré une pauvreté qui reste importante pour les indigènes du Chiapas, les indicateurs sociaux progressent petit à petit, que ce soit sur les terrains éducatif, sanitaire ou juridique.

- Pendant plusieurs années, les zapatistes font moins parler d'eux et le gouvernement mexicain en profite pour annoncer leur "disparition". Mais ce silence s'explique par la construction de leur autonomie.

Le 21 décembre 2012, pour répondre à ces fausses rumeurs, 40 000 zapatistes réapparaissent en faisant une marche silencieuse dans les rues de San Cristóbal de Las Casas.

- En 2014, Marcos annonce que le « personnage du sous-commandant Marcos » doit cesser d'exister. Cette annonce, qui s'accompagne de la passation de la fonction de principale porte-parole au sous-commandant indigène Moisés, est le signe d'une auto-critique du personnage « Marcos », dont la médiatisation a été à la fois utile au mouvement, mais s'est avérée au fil du temps un obstacle, une forme de personnalisation faisant obstacle à la compréhension du caractère collectif de la lutte zapatiste.

- La même année, à l'occasion du vingtième anniversaire de leur soulèvement, les zapatistes organisent leur « petite école zapatiste », accueillant des militants, chercheurs, etc. du monde entier, dans l'espoir que leurs méthodes d'auto-organisation fassent école.

- En octobre 2020, les zapatistes annoncent entreprendre un voyage vers les cinq continents, en commençant par l'Europe, à la rencontre des résistances et des rébellions, et pour "défendre la vie, si gravement menacée par la folie d'un système capitaliste destructeur".

## **>>> LA PLACE DES FEMMES**

- Les femmes constituent environ 70 % de la population indigène du Chiapas. Depuis des siècles, au sein de la société mais aussi de leurs propres communautés, elles souffrent de rapports sociaux de classe, de culture et de sexe très inégalitaires. La colonisation a intensifié l'oppression et les inégalités. Avant l'insurrection zapatiste, on racontait une histoire à San Cristóbal : « *Quand une femme indienne reçoit un coup de pied dans la rue, elle ne sait pas si c'est parce qu'elle est indienne, femme, ou pauvre* ».

- Mais durant les années qui précèdent le soulèvement zapatiste, des femmes tentent d'imposer d'autres relations sociales en s'appuyant sur le potentiel transformateur du projet zapatiste. En mars 1993, au terme d'une longue consultation auprès des femmes des communautés zapatistes, les commandantes Ramona et Susana font connaître la « loi révolutionnaire des femmes » dans laquelle elles posent leurs conditions pour participer à la lutte. Les changements dans la condition des femmes indigènes sont lents et inégaux, mais ils sont significatifs et, surtout, ils s'inscrivent dans une œuvre de longue haleine

- C'est aussi sous la pression des femmes dans les assemblées que le soulèvement armé du 1<sup>er</sup> janvier 1994 est décidé en 1993.

Elles jouent aujourd'hui un rôle majeur dans l'autonomie zapatiste.